

ALAIN ANTIL

Responsable du programme Afrique subsaharienne à l'IFRI

L'Afrique subsaharienne, 50 ans après les indépendances, connaît encore de nombreux problèmes structurels tant sur le plan économique que sur la question de la gouvernance. Dans la plupart des classements internationaux, de nombreux pays africains figurent dans les catégories les moins flatteuses (PMA – Pays les moins avancés - / PPTE – Pays pauvres très endettés -). D'une manière générale, une majorité de pays africains sont considérés comme fragiles ou faillis (ex : la Somalie). Si les guerres sont moins nombreuses et surtout moins meurtrières que par le passé, les sociétés de nombreux pays africains sont travaillées par des tensions importantes débouchant parfois sur des crises violentes.

Les économies des pays de l'Afrique subsaharienne sont encore loin du « take-off » décrit par Rostow au moment des indépendances. En effet, si l'on excepte deux ou trois pays de la zone, l'industrialisation reste un secteur des économies africaines tout à fait marginal. Ces économies sont le plus souvent structurées autour de l'exportation de 2 ou 3 produits peu ou pas transformés et restent ainsi, dans la Division Internationale du Travail (DIT), pourvoyeuses de matières premières minières, énergétiques ou agricoles à d'autres économies qui vont les transformer et ainsi réaliser les plus intéressantes plus values. Le cas du Nigeria est à cet égard symptomatique et caricatural. Le pétrole représente à lui seule presque 95% des exportations du pays qui, par ailleurs, importe massivement de l'essence. De nombreuses économies africaines sont donc des économies de rentes qui dépendent des cours extérieurs des quelques produits qu'ils exportent. Quand les cours de ses produits s'accroît, le PIB s'accroît, quand les cours de ces produits connaissent une tendance inverse, ils provoquent une contraction du PIB et des problèmes budgétaires.

Au niveau de la gouvernance, les intervenants se sont accordés pour souligner une amélioration, même si de nombreux pays sont encore loin des standards internationaux. Toutefois, il convient de souligner que souvent les progrès enregistrés dans le domaine économique ne se traduisent pas automatiquement par une création de « biens publics » et influent peu sur les conditions de vie d'un pourcentage élevé des populations des pays au sud du Sahara. Sans faire de la corruption la pierre angulaire de toute analyse de la gouvernance, il a été rappelé que le fait que des présidents africains (ainsi que leurs équipes, voire leurs « systèmes ») ont en moyenne une plus longue durée de pouvoir que leurs homologues des autres continents. Le problème de la corruption, s'il n'est évidemment pas une spécificité de cette région du monde, constitue un frein tant au développement économique qu'à une amélioration rapide de la gouvernance. Le continent a connu encore trop peu de véritables alternances, tout du moins grâce à des élections.

Certains intervenants ont tenu à relativiser ces remarques et à rappeler que si l'on se focalise trop sur les « situations », on risque de passer à côté des « dynamiques ». Or, les dynamiques à l'œuvre actuellement sur le continent montrent qu'une autre Afrique est en train de naître. Au niveau de l'économie, en particulier, de nombreux secteurs vont prendre une place de plus en plus importante. Les télécoms, une industrie agro-alimentaire connectée à des filières agricoles de plus en plus performantes ou encore le BTP sont et seront, au même titre que les industries extractives, les moteurs de la croissance de demain. De plus, contrairement aux industries extractives vouées entièrement à l'exportation, ces nouveaux secteurs produisent et produiront des effets directs et visibles sur la qualité de vie des habitants de ces pays et seront de grands gisements d'emplois. La transformation économique est plus profonde encore, puisque des fonds d'investissements commencent à s'intéresser aux pays au sud du Sahara. Pour la première fois, les capitaux africains, qui sont d'habitude quasi exclusivement investis ou « placés » en dehors de la zone, sont investis dans la zone. Peut-être voit-on ainsi le signe avant-coureur d'une intégration économique future car l'Afrique subsaharienne est la région du monde qui commerce le moins avec elle-même (moins de 5% contre plus de 60% entre les pays de l'UE). De plus, la croissance est importante depuis plus d'une décennie, l'endettement des pays s'est réduit. L'un des grands blocages à une expansion plus rapide de l'économie reste la rareté du crédit. Une fois cet obstacle levé, les PIB devraient s'accroître plus rapidement encore.

L'une des grandes dynamiques est évidemment la révolution démographique qui touche le continent. Les africains, au sud du Sahara, seront deux fois plus nombreux en 2050 qu'aujourd'hui. Cette révolution est porteuse à la fois de

risques mais aussi d'atouts. Dans les quatre prochaines décennies, les sociétés africaines vont profondément se transformer. De grandes mobilités humaines sont à prévoir, les africains seront très majoritairement urbains. Cette mutation provoquera des changements de structures des économies mais aussi de profondes transformations des identités. Le problème de la répartition des terres, dont les colonisateurs sont en partie responsables, en particulier dans les anciennes colonies britanniques, sera l'un des principaux points de la recomposition de ces sociétés. Les populations étant de plus en plus nombreuses et les possibilités d'accès à la terre se raréfiant, des tensions similaires à ce que l'on a vu ces dernières années en Côte d'Ivoire sont à prévoir, des mouvements d'autochtonie se multiplieront (« nous étions les premiers à occuper cette région et donc les terres nous reviennent en priorité »). Ils s'accompagneront ou non de violences. Dans les villes, des masses de « déracinés » iront grossir les quartiers sous-intégrés où ils tisseront de nouveaux réseaux sociaux. Cette révolution démographique portera aussi de nombreux changements positifs : une population active plus importante, mieux formée, à l'esprit d'initiative aiguisé.

D'autres enjeux, comme le réchauffement climatique et ses conséquences prévisibles (disparition de certaines villes littorales, déplacement de « réfugiés climatiques ») sont aussi à prendre en compte.

Toutes ces évolutions sont en fait des défis à l'encadrement politique des sociétés africaines. Les problèmes évoqués ci-dessus ne pourront être gérés que si les Etats africains se reconstruisent. Les questions de la gouvernance et du développement sont souvent mal posées. Longtemps, les partenaires des États africains voulaient les faire entrer dans des moules politico-économiques élaborés ailleurs ou appliquer des recettes qui avaient fonctionné sur d'autres continents à d'autres époques. Cette vision « en négatif » des sociétés africaines (c'est à dire parler de ce qu'elles doivent être et pas de ce qu'elles sont), qui est d'ailleurs souvent intégrée par les élites africaines elles-mêmes, doit laisser place aujourd'hui à l'élaboration de véritables modèles africains de gouvernance et de développement. Parler de « modèles africains » ne signifie pas que le continent va se replier sur lui-même et sur une histoire pré-coloniale magnifiée mais que les élites iront chercher et s'inspirer des modèles élaborés ailleurs et les réinterpréteront à leur manière et à leur rythme.